

DECLARATION NATIONALE DE LA BELGIQUE  
62<sup>ème</sup> SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIEA  
18 septembre 2018



S.E. Pieter De Crem, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur

Madame la Présidente,

Permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre élection au titre de Présidente de cette 62<sup>ème</sup> Conférence générale et de vous assurer du plein soutien de la Belgique. En m'associant à la déclaration de l'Union européenne, je souhaite toutefois ajouter quelques considérations à titre national.

**1) Sûreté**

La Belgique a toujours lié l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire à l'établissement de niveaux de sûreté élevés et à leur amélioration permanente. Par conséquent, mon pays fait systématiquement appel à des outils de sûreté dont dispose l'AIEA tels que les missions IRRS ou les missions SALTO.

En décembre 2017, l'AIEA a entrepris une mission de suivi IRRS en Belgique afin d'y examiner les mesures prises pour répondre aux conclusions de la mission IRRS de 2013.

Suite à cette mission, l'équipe IRRS a conclu que la très grande majorité des recommandations et suggestions du rapport de mission IRRS 2013 ont été dûment prises en

compte par les homologues belges, au grand bénéfice du cadre réglementaire belge et de son efficacité.

## **2) Sécurité**

Plusieurs Etats-membres peuvent, tout comme la Belgique, témoigner de la nouvelle direction prise par le terrorisme international. Dans ce contexte, le secteur nucléaire en particulier, a une responsabilité spéciale.

Les autorités belges prennent leurs responsabilités à cet égard. Ainsi, des unités de police armées et spécialement formées remplacent progressivement sur nos sites nucléaires les militaires qui y avaient été déployés afin de renforcer la sécurité.

En tant que dépositaire de la Convention amendée sur la Protection Physique des Matières Nucléaires, l'AIEA doit, estimons-nous, jouer un rôle crucial dans sa mise en œuvre.

## **3) Garanties**

Madame la Présidente,

De manière générale, nous apprécions que l'Agence s'attache à moderniser les différents instruments de sa mission de vérification. Nous nous félicitons que depuis un an, le State Level Concept et les nouveaux State Level Approaches soient mis en œuvre au sein des Etats sous garanties intégrées. Pour nous, cette mise en œuvre constitue une étape dans un processus d'optimisation qui doit être permanent. En effet nous encourageons l'Agence à continuer à chercher systématiquement des gains d'efficacité ainsi que des gains d'efficacités sur la base d'une bonne analyse des risques. De tels gains d'efficacité sont importants, si l'Agence souhaite faire face durablement à ses missions de vérification.

Dans cette perspective, permettez-moi de mentionner l'intensité de nos discussions et de nos échanges avec l'Agence afin de permettre l'introduction progressive d'inspections inopinées en Belgique depuis près de deux ans, sans compter les optimisations dont notre régime d'inspection pourra encore faire l'objet.

En ce qui concerne le « Plan d'Action global commun », nous soulignons l'importance de cet accord et de sa méticuleuse mise en œuvre par toutes les parties. La levée des sanctions et la normalisation des relations commerciales et économiques avec l'Iran constituent une partie essentielle de cet accord. Le Plan d'Action global commun contribue à l'architecture

sécuritaire internationale et la Belgique continuera à le soutenir, tant sur le plan politique que financier. Nos contributions volontaires aux activités de vérification de l'AIEA en Iran s'élèvent à près de 600.000 EUR et une nouvelle contribution est prévue pour cette année.

Cette année, l'Agence a accumulé beaucoup d'expertise et d'expérience lui permettant d'atteindre les objectifs fixés en matière de 'enhanced readiness' de la Corée du Nord. Ceci permettra à l'AIEA de jouer un rôle essentiel dans la vérification du programme nucléaire nord-coréen, à très brève échéance si nécessaire. Dans ce contexte, mon pays aidera à former une équipe d'inspecteurs de l'AIEA, de façon très ciblée entre autres dans la gestion et la mesure du plutonium, ceci afin de compléter leurs compétences sur le terrain.

#### **4) Coopération technique**

Nous reconnaissons également l'importance de la Coopération Technique, et nous payons à 100 % notre quote-part au Fonds de Coopération technique. Par ailleurs, nous contribuons cette année pour presque 600.000 euro en fonds extrabudgétaires, en soutien aux programmes de radiothérapie, de médecine nucléaire et un projet dans le domaine agricole à gérer par les laboratoires FAO/AIEA.

#### **5) Technologies et applications nucléaires**

La Belgique a pris la décision de rester un acteur de niveau mondial dans des domaines clés tels que la médecine nucléaire et la production de radio-isotopes, la recherche dans les matériaux nouveaux, dans les accélérateurs de particules, et dans celui très spécifique mais prometteur de la transmutation des déchets de haute activité.

Dans ce cadre, le gouvernement belge a décidé de construire une nouvelle grande infrastructure de recherche: MYRRHA (Multipurpose Hybrid Research Reactor for High Tech Applications). La première phase de MYRRHA concerne la construction d'un accélérateur de 100 MeV (Mega-électron-volts), sous le nom de MINERVA. L'entrée en service de MINERVA est prévue avant 2026. Pour garantir toutes ses chances de réussite, la Belgique a décidé d'un financement structurel du projet à hauteur de 558 millions EURO sur la période 2019-2038, d'une part pour couvrir d'ici à 2026, tant les investissements de l'installation MINERVA, que les études et le développement de l'installation, et d'autre part les coûts d'exploitation de l'installation MINERVA après 2027.

La Belgique a aussi pris la décision de constituer une association internationale sans but lucratif comme structure d'accueil, dans le but de promouvoir le projet et de développer la participation de pays partenaires intéressés.

Un side event pour présenter le projet sera organisé ce mardi à 14 hrs à la salle de conférence C5, auquel je vous invite tous.

Madame la Présidente,

En conclusion, nous attendons de l'Agence qu'elle réponde aux différentes attentes de ses Etats Membres. La mise en œuvre de garanties efficaces reste primordiale. Nous comptons sur une Agence qui repose sur l'excellence de sa gouvernance et sa gestion prudente des budgets qui lui seront alloués dans les années à venir. Enfin, et cela mérite d'être souligné, nous saluons la décision de l'AIEA de consacrer le forum scientifique de cette année au sujet de la technologie nucléaire pour le climat. En effet, la question climatique nous impacte tous et elle constitue actuellement un des défis internationaux les plus pressants.